



## Transformer le marché ghanéen des céréales

Les travaux du Conseil ghanéen des céréales, nouvellement formé, contribuent à transformer le marché céréalière de ce pays. Ils permettent aux agriculteurs d'obtenir des prêts plus abordables en apportant leurs cultures en garantie et aux transformateurs alimentaires d'être plus compétitifs à l'échelle internationale grâce à une matière première plus pure et de meilleure qualité.



En collaboration avec des agriculteurs de la région du Nord, ainsi que du Haut Ghana occidental et du Haut Ghana oriental, Premium Foods Ltd transforme du maïs pour les brasseries ghanéennes et pour l'exportation. Lorsqu'elle a démarré son activité commerciale en 1994, l'entreprise n'achetait que des grains qui avaient été inspectés par ses agents après la récolte. Elle n'avait toutefois pas réussi à mettre en place un système d'assurance de la qualité vraiment efficace et les céréales récoltées étaient souvent contaminées par des particules de métal et des pierres.

Ces dernières années, le gouvernement du Ghana a élaboré plusieurs politiques visant à créer un environnement favorable pour l'industrie céréalière locale. Mais les bénéficiaires n'avaient pas l'impression d'être réellement parties prenantes de ces processus. La création du Conseil ghanéen

des céréales (GGC) a permis d'améliorer sensiblement la situation. Ce Conseil, mis en place en 2010 suite à une étude de l'USAID recommandant la création d'une entité privée pour améliorer la compétitivité du secteur, a pour mission de représenter les intérêts des opérateurs du secteur privé au sein de l'industrie céréalière au Ghana.

"Le GGC est arrivé au bon moment", dit Prince Andoh, agent d'approvisionnement pour Premium Foods. "Ce qu'ils font nous aide en tant qu'utilisateurs finaux parce que si nous moulons des pierres, nous endommageons nos équipements et cela porte atteinte à notre compétitivité sur les marchés à l'exportation", explique-t-il. Le GGC souhaite élaborer et mettre en œuvre des normes pour favoriser la compétitivité du secteur – essentiellement grâce à la mise en place d'un système de récépissés d'entrepôt. "Que l'on

travaille dans la production, le négoce ou l'entreposage, nous pensons que l'association avec un organisme comme le GGC offre une plateforme plus importante pour intensifier l'activité", dit le Dr. Kadri Alfah, premier dirigeant du GGC.

### Une amélioration marquée

Les groupes ciblés par le GGC – producteurs, transformateurs, exploitants d'entrepôts, institutions financières et autres prestataires de services – recourent toute la chaîne de valeur des céréales. Selon certains transformateurs, la mise en vigueur de normes minimales et de catégories de grains (couleur, taux d'atteinte des maladies, dommages causés par les insectes) et la création

En haut : Un stock de maïs dans un entrepôt de la région Ashanti, au Ghana.

En haut à droite : Une séance de formation pour le personnel de l'entrepôt.



d'un système de récépissés d'entrepôt sont les mesures les plus fructueuses. "Une fois les catégories établies, cela facilite notre travail", déclare M. Andoh. Au bout du compte, nous obtenons la qualité de produit que nous désirons et nous n'avons plus à faire face à la difficulté de trier des grains contenant des corps étrangers.

Les premières initiatives du GGC ont consisté à expliquer sa mission et à veiller à ce que les interventions en matière de certification d'entrepôt et de formation aux bonnes pratiques touchent réellement les groupes ciblés, en particulier les agriculteurs. M. Alfah constate, d'ailleurs, que de "grands progrès" ont été réalisés pour élargir la base d'adhérents. Un réseau d'agriculteurs a été formé aux bonnes pratiques de manutention et de stockage des céréales, grâce à des partenariats avec l'USAID et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique.

Des sessions de sensibilisation des agriculteurs ont également favorisé l'essor de l'industrie céréalière dans son ensemble : ceux-ci ont maintenant conscience que la production de céréales de première qualité, grâce à l'adoption et au respect des normes, permet d'obtenir un prix élevé pour leurs produits. "Si vous avez de la bonne qualité, vous avez un bon marché", remarque Alhaji Zakaria Alhassan, directeur de la Gundaa Produce Company, une société de négoce de grains de Tamale. Ses 25 ans d'expérience dans la production et la commercialisation des céréales lui ont fait comprendre que le manque d'installations de stockage aggrave les pertes après récolte, qui affectent le revenu des petits producteurs de denrées alimentaires. "Les agriculteurs ne savent pas où stocker leur maïs; certains l'entreposent chez eux et s'aperçoivent souvent au moment de vendre qu'il a pourri", ajoute-t-il.

### Une situation avantageuse pour tous

Aujourd'hui, plus de 3 000 petits exploitants agricoles de la région du Nord, réunis au sein du GGC, maîtrisent davantage la pesée et l'évaluation du prix de leurs produits grâce à l'installation,



© K. A. Domfeh

Les installations de stockage limitent les pertes post-récolte.

financée par l'USAID, d'un entrepôt céréalière d'une capacité de 500 tonnes certifié par le

GGC. Deux mois après sa mise en route, l'entrepôt est rempli de maïs, constate M. Zakaria. Cette installation permet le stockage, le nettoyage et l'emballage des céréales, et se conforme au système des récépissés d'entrepôt.

Le GGC, dans le cadre d'un projet soutenu par le Fonds commun pour les produits de base, collabore actuellement avec seulement quatre banques commerciales : Agricultural Development Bank, Ecobank, CCH Finance et Stanbic Bank. Mais le système devrait permettre de créer, auprès des institutions financières, un climat de confiance qui favorisera l'investissement dans les entreprises agricoles. Pour M. Zakaria, il est indispensable que davantage d'institutions financières s'engagent pour soutenir le financement du projet.

Afin de remplir sa mission d'améliorer la qualité, la productivité et la rentabilité au sein du secteur céréalière, le GGC a engagé l'autorité responsable des normes



© G. Smith

au Ghana, ainsi que d'autres organismes, à examiner les normes en vigueur pour les principales céréales, dont le maïs, le riz, le soja et le sorgho. M. Alfah qualifie la collaboration du GGC avec le secteur public de situation avantageuse pour tous, en particulier pour élargir le système des récépissés d'entrepôt. Il souligne toutefois que le GGC désire rester une entité privée autonome. "C'est ainsi que le GGC a sa propre stratégie de durabilité et son propre plan pour générer des recettes et fonctionner grâce à ses ressources propres, avec ou sans soutien des bailleurs de fonds", dit-il.

Vérification de la qualité de grains de maïs.

**Kofi Adu Domfeh**